

Collectif d'habitants BIEN VIVRE AUX PAQUIS

49 rue de Berne, 1201 Genève
tél. 022 734 32 38

30 août 2010

bienvivreauxpaquis@infomaniak.ch
www.parfab.ch/bienvivreauxpaquis

Appel aux autorités cantonales et municipales sur les conditions de vie aux Pâquis

I - Constats

Depuis la fin des années 1970 les autorités de la Ville de Genève et de l'Etat, souvent sur l'insistance des associations ont remodelé le quartier, modernisé les équipements scolaires, culturels et les espaces de détente à la satisfaction des habitants et des usagers. De plus, essentiellement sous la pression des habitants, des projets de création de rues piétonnes et des mesures contre le trafic sont actuellement en cours, en concertation avec les associations. Améliorer la qualité de vie c'est reconnaître le caractère primordial d'habitation de ce quartier. Situé à l'entrée de Genève, entre gare et lac, sa population multiculturelle, ses nombreux hôtels et lieux d'hébergement font de ce quartier un espace de passage, de rencontres et de brassage à l'origine de son attrait et de sa diversité exceptionnelle et précieuse. Nous souhaitons qu'il reste ce lieu de découverte et de confrontation des cultures du monde, unique en notre ville et certainement au delà.

Pourtant... depuis quelques années la population des Pâquis est confrontée à une dégradation de ses conditions de vie, causée notamment par:

le bruit nocturne dû à la prolifération et l'ouverture toujours plus tardive des établissements, des commerces dits "afters" et de la généralisation des terrasses. Le recours à la police n'est pas suivi d'effets durables; des habitants excédés ont aussi été accusés d'être des empêcheurs de "fêter en rond". Accepter ou quitter le quartier, c'est la réaction de certains policiers, mais aussi de beaucoup de régies et propriétaires d'immeubles!

La suppression de la "clause du besoin" a bien sûr favorisé cette expansion désordonnée d'établissements publics dont nous faisons l'hypothèse qu'ils sont souvent dévolus à la spéculation voire au blanchiment d'argent plutôt qu'à leur fonction de débit de boissons

le commerce de la drogue, répondant à une demande croissante de consommateurs. Les dealers sont omniprésents dans certaines rues du quartier. Des réseaux mafieux, liés à l'explosion des cafés et bars y prennent racine

l'émergence depuis quelques années de délits de vols à la tire, d'agressions contre habitants et touristes par des petites bandes

le trafic de transit qui génère pollution, bruit et encombrements (bus bloqués par la circulation dans la rue des Pâquis) dans un des quartiers les plus pollués de la ville et ceci après plus de 20 ans de propositions et d'actions, en particulier de SURVAP

le parking sauvage, en particulier la nuit et les jours fériés, malgré plus de mille places vacantes dans les parkings publics payants du quartier

L'absence de contrôle et l'impunité dont bénéficient les automobilistes dès la fin de la journée ainsi que la multiplication des terrasses sur les zones bleues non compensées (dont la presse nous apprend qu'elles pourraient être ouvertes toute l'année).

D'autres aspects sont également ressentis par les habitants comme des formes de violence et d'agression:

- la surdensification du quartier par des surélévations d'immeubles et des extensions dans les cours d'immeubles au détriment d'espaces calmes et libres pour les habitants, alors que d'autres immeubles sont laissés à l'abandon !
- la modification du quartier à des fins spéculatives et parfois en toute illégalité, transformant un quartier populaire en un quartier de profit chassant les habitants hors de la ville voire du canton
- les changements d'affectation illégaux d'appartements, notamment au profit d' « appart'hôtels »
- la malpropreté des rues, le manque de poubelles, le manque de WC publics et gratuits ; les bruits souvent trop matinaux des engins de nettoyage, malgré un effort certain de la Ville ces derniers mois

Les associations n'ont pas attendu pour réagir:

En 2003 l'association SURVAP a rencontré Madame Spoerri qui a annoncé que *"le DJPS est en train de réorganiser le service des autorisations et patentes et de redéfinir le rôle du service précité et de la police en matière de contrôle. Le problème des nuisances sonores revient de plus en plus et le DJPS est bien déterminé à remédier à la situation et à renforcer la police de proximité"*. Nous attendons toujours la concrétisation de ces promesses !

Automne 2007 une pétition *"Pour des Pâquis vivants, mais pas invivables"* déplorant les nuisances sonores nocturnes provoquées par les établissements et terrasses est adressée au Grand-conseil et au Conseil municipal avec 600 signatures. Elle demande aux Autorités de faire respecter les horaires de fermeture des établissements publics et d'appliquer la loi concernant l'expansion sauvage des terrasses de cafés. Le rapport a été transmis le 13 mars 2009 au Conseil d'Etat soit une année et demi après son envoi! Les réponses du Conseil d'Etat suite à ce rapport sont à ce jour largement insuffisantes!

En 2008, Cinq associations d'habitants et de commerçants du quartier écrivent à Madame Bonfanti, pour la rencontrer. Une réunion a lieu avec le commandant de la gendarmerie qui entreprend immédiatement des actions coups de poings avec fermeture temporaire de plusieurs établissements. Un de ces établissements (de nuit) avait même pu fonctionner sans autorisation pendant 7 mois et sans que le Service cantonal du Commerce ne connaisse le nom du responsable!

Début 2009 les mêmes invitent Monsieur Moutinot; celui-ci se déclare *"impuissant à faire plus que des actions coups de poing"* et annonce qu'un seul îlotier va dès lors contrôler les établissements du quartier des Pâquis !

Mai 2009 une réunion a lieu avec M. Maudet invité par l'Association des habitants et commerçants de la rue de Fribourg sur la question de l'insécurité. Réunion suivie par une augmentation des patrouilles à pied de la Sécurité municipale entre 18 et 21h.

Novembre 2009, faute de présence d'effectifs de police, des commerçants et habitants du quartier recourent durant deux week-ends à des sociétés de sécurité privées pour patrouiller, dérive plutôt inquiétante dans un état de droit!

Janvier 2010, riches de ce constat préoccupant, riches de nombreux témoignages d'habitants, de locataires, de commerçants et réagissant avec colère à l'instrumentalisation populiste et réductrice faite par certains partis politiques ainsi qu'à l'emballage médiatique face aux problèmes des Pâquis, trois associations se sont

regroupées (SURVAP, Espace solidaire-Pâquis, Fondation de l'Entre-Connaissance) et ont élaboré un questionnaire à l'intention de la population du quartier.

Le dépouillement de ce questionnaire a révélé une situation infiniment plus complexe que les hypothèses sécuritaires de nombreux politiques. Ce document a mis en exergue essentiellement des difficultés sociales grandissantes, des problèmes d'intégration socio-culturelle et l'absence de prévention par le dialogue, sans pour autant minimiser les problèmes de sécurité bien réels aux Pâquis.

Mars 2010, décidés à restituer la parole aux habitants les trois associations ont organisé, le 20 mars dernier, une journée d'échange et de réflexion à la salle du Môle autour des trois thèmes: prévention, intégration, répression. Cette journée très largement suivie a débouché sur la création du collectif "Bien vivre aux Pâquis" le 19 avril 2010 avec pour objectif de poursuivre la réflexion, de rassembler les attentes des habitants et d'interpeller les Autorités cantonales et municipales.

Les habitants s'étonnent de l'absence de stratégie des autorités cantonales et municipales malgré leurs démarches depuis 2003. Le démantèlement des mesures citées ci-dessous a contribué à la dégradation grave de la qualité de vie dans le quartier, soit :

- l'abandon de la "clause du besoin" en matière d'établissements publics, par le Grand Conseil en 1996, n'a été accompagné d'aucun renforcement des mesures de surveillance
- la suppression de la brigade du bruit
- la suppression d'un poste de police de proximité ouvert 24 h sur 24
- la dissolution de l'îlotage ethnique très fructueux au début des années 2000 avec deux policiers en collaboration avec l'association Mondial Contact
- le renoncement à la politique de prévention au profit d'une politique de répression concernant les addictions

Dans un article du Courrier du 23 avril 2008, Madame Annie Mino ancienne directrice de la santé à Genève rappelle que la concertation entre les milieux concernés (police, santé, justice...) était très efficace. Selon celle-ci : *"Genève a mis en place une politique inédite de la concertation. Elle a fait le tour de la planète, mais elle n'a malheureusement plus cours. Une commission mixte regroupant tous les milieux concernés - santé, police, procureur, éducateurs et représentants des familles - se réunissaient régulièrement pour élaborer des projets (...). Aujourd'hui elle est d'autant plus nécessaire face à des modes de consommation nouveaux"*.

II - Que demandent les habitants?

La mise sur pied d'une commission tripartite sur les conditions de vie aux Pâquis avec la Ville de Genève, l'Etat de Genève, les associations et l'ensemble des acteurs concernés, selon les axes suivants :

prévention/éducation – comment améliorer les conditions de vie du quartier et favoriser les liens sociaux, le bien vivre ensemble, le plaisir de développer un quartier vivant et créatif ?

intégration – quels services et quelles actions mettre en place pour répondre aux besoins des habitants et en particulier aux personnes exclues et marginalisées, pour réduire souffrances, désœuvrements, précarités et violences

sécurité – aborder la question de la sécurité, sans vision totalitaire du "tout sécuritaire"

A/en matière de VIOLENCE et de SECURITE (voir rapport détaillé annexe 3)

Nous souhaitons le succès de l'opération d'urgence Figaro, mais comme vous le savez, le problème est infiniment plus vaste. Nous déplorons toutefois le report à l'année prochaine d'une police de proximité ainsi que celui de postes de police ouverts en permanence.

Par ailleurs, nous attendons des Autorités cantonales et municipales qu'elles définissent une politique globale en concertation avec les associations et s'attaquent aux causes de ces nuisances qui altèrent gravement la qualité de la vie des habitants, en particulier par:

- **la mise en place d'une réelle police de proximité 24/24 h** et la surveillance du bruit nocturne aux abords des établissements publics
- **le renforcement de l'îlotage** pour aller à la rencontre de la population et des commerçants et afin de mieux prévenir d'éventuels conflits de toutes sortes
- **le contrôle plus efficace de la scène de la délinquance et de la drogue**
- **l'application de l'art. 2 de la LRDBH (Loi sur la restauration, le débit de boissons et l'hébergement)** qui stipule: "*la présente loi a pour but d'assurer qu'aucun établissement qui lui est soumis ne soit susceptible de troubler l'ordre public, en particulier la tranquillité, la santé et la moralité publiques, du fait de son propriétaire ou de son exploitant, ainsi qu'en raison de sa construction, de son aménagement, de son implantation*"
- **le rétablissement de la brigade du bruit**
- **la suppression des dérogations d'horaires d'ouverture des établissements publics et des "afters"**
- **un moratoire sur toute nouvelle ouverture ou agrandissement d'établissement public dans le quartier**

B/en matière de LOGEMENT et d'IMMOBILIER (voir rapport détaillé annexe 3)

Les habitants des Pâquis éprouvent un grand sentiment d'insécurité en constatant les changements d'affectation des logements et des arcades, qui provoquent non seulement une importante hausse des loyers, mais aussi une profonde modification du caractère du quartier depuis quelques années et la perte du côté populaire du quartier.

Ils demandent que soient respectés la Loi cantonale sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation (LDTR), ainsi que le Plan d'utilisation du sol (PUS) de la Ville de Genève, qui ont été votés par les citoyens afin de préserver une mixité des activités et de l'habitat en ville. Ils attendent en particulier des autorités cantonales et municipales :

- **une enquête sur les changements d'affectation d'arcades et de logements** de ces cinq dernières années, qui ont modifié le caractère du quartier de manière alarmante, et sur la légalité de ces opérations souvent spéculatives sinon douteuses

- **une priorité absolue accordée au logement** en cas de transformations dans cette période de très forte pénurie, conformément à la LDTR et au PUS
- **des études d'impact** pour tous les projets de surélévations d'immeubles et d'extensions en tous genres dans les cours d'immeubles
- **une politique active d'acquisition foncière** par les collectivités publiques afin de garantir la mixité sociale
- **une campagne d'information auprès des propriétaires, gérants, tenanciers et concierges**, mais aussi des habitants quant à leurs responsabilités dans le domaine public et du "bien vivre en société"
- **l'implication des associations et des habitants à cette campagne** afin de la relayer auprès de leurs membres, voisins et amis, et de profiter de l'occasion pour resserrer leurs liens avec les commerçants du quartier

C/en matière d'ESPACE PUBLIC (voir rapport détaillé annexe 3)

Les associations et les habitants sont prêts à faire des projets, dégager des priorités, prendre des initiatives, être acteurs dans leur quartier. Une condition est toutefois déterminante: que **les autorités les soutiennent et agissent**, en prenant notamment les mesures suivantes :

- **favoriser les espaces et les lieux de rencontre pour les habitants, des espaces de jeux pour enfants et l'arborisation;** en effet, l'appropriation de l'espace par la population peut résoudre en partie les problèmes de sécurité
- **créer des itinéraires sécurisés à travers le quartier** (zones piétonnes et rues de rencontre) ainsi que des passages piétons sur les cheminements des écoles
- **supprimer le transit automobile dans le quartier** en discussion depuis 20 ans (Projet « Tout doux les Pâquis », 1991)
- **améliorer le fonctionnement de la ligne de bus 1** (bus plus fréquents, moins bruyants et moins polluants - trolleybus), remédier aux suppressions du bus de la ligne 1 dans le centre du quartier lors de manifestations sur les quais
- **assurer un réel contrôle du parcage** et procéder à l'enlèvement des véhicules garés sur les trottoirs, les passages piétons et dans les zones de rencontres
- **fournir davantage de poubelles et containers, veiller au nettoyage régulier des trottoirs et chaussées**, spécialement aux abords des établissements publics
- **installer des WC publics gratuits, durablement et en suffisance** (Pâquis-centre, aux abords du Temple, Chateaubriand et les quais notamment).

III - En conclusion...

Les Pâquis sont un quartier d'habitation très dense, dont la diversité de population et la richesse du tissu associatif et culturel contribuent au dynamisme. Les nuisances que nous avons relatées dans ce document (bruit pollution, incivilités...) et les modifications du type d'habitat, notamment par les changements d'affectation, sont préoccupantes. A terme, elles participent aussi au rejet, à la violence, à la xénophobie, au racisme et à casser la cohésion sociale qui prédominait jusqu'ici.

Aujourd'hui, plus de 1500 enfants vivent dans ce quartier, quel environnement et quel avenir leur offre-t-on? Veut-on faire de ce quartier idéalement situé un ghetto pour personnes à hauts revenus? Un lieu stigmatisé par certains médias, voire un lieu de non-droit? (Lire à ce sujet le rapport de l'OMS sur l'Habitat et la Santé des 23-25 juin 2004 www.parfab.ch/bienvivreauxpaquis)

Les problèmes relatés ne concernent pas le seul quartier des Pâquis et il ne s'agit pas de les déplacer ailleurs. Les Assises organisées par le collectif Bien vivre aux Pâquis le 20 mars 2010 ont démontré la capacité des habitants à identifier sereinement les problèmes qui sont les leurs, à travailler ensemble et à se mobiliser en faveur de leur quartier. La déclaration commune entre le Conseil d'Etat et le Conseil administratif de la Ville du 1^{er} avril 2009 (www.parfab.ch/bienvivreauxpaquis) donnait les jalons d'une politique urbaine basée sur le renforcement de la cohésion sociale. Qu'en est-il à ce jour?

Aujourd'hui, nous demandons à nos Autorités de participer à la définition d'une politique d'ensemble, incluant les habitants et tous les acteurs concernés.

La constitution rapide d'une commission tripartite, Ville de Genève, Etat de Genève, et habitants, pourrait être l'instrument de cette participation, en permettant une approche et un traitement de l'ensemble des problématiques du quartier.

C'est le défi que nous voulons relever et que nous vous proposons. Nous sommes convaincus que nous pourrons le relever ensemble.

Annexes :

1. Questionnaire adressé aux habitants
2. Résultats et brève analyse des questionnaires rentrés
3. Rapports des groupes de travail
4. Quelques exemples de responsabilisation sociale des habitants